

SANTÉ

Les praticiens spécialistes reprennent la grève

Pour le D^r Mohamed Yousfi, l’invitation adressée au Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique par le ministère de la Santé, pour une rencontre de concertation, n’est qu’une manœuvre visant à tromper l’opinion publique et surtout à servir d’alibi auprès de la justice. La grève de trois jours annoncée pour aujourd’hui est maintenue.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Ainsi, la réunion à laquelle ont été invités les praticiens spécialistes par le ministère de la Santé a été un échec.

Un P-V de non-conciliation a été signé. Le président du SNPSSP, le D^r Mohamed Yousfi, s’explique : «Nous avons reçu le 14 mars une invitation aux pour-parlers par le ministère de la Santé pour le 15 mars.

Non seulement ni le ministre ni le secrétaire général du ministère de la Santé n’ont pris part à la réunion, mais en plus, les directeurs centraux, qui nous ont reçus, nous ont signifié un niet catégorique pour ce qui est de nos revendications. Nous avons

compris à la fin que c’était tout juste une manœuvre visant à faire croire que ce sont nous qui refusons le dialogue afin de

prendre à témoin l’opinion publique et surtout se servir de la rencontre comme alibi pour faire pression par le biais de la justice.»

Encore une fois, le D^r Mohamed Yousfi persiste et signe : «Pas de marche arrière, nous irons en grève quel que soit le prix à payer.» Ainsi, les praticiens spécialistes de la santé publique entameront aujourd’hui une grève de trois jours avant d’aller, à partir du 1^{er} avril prochain, vers un débrayage illimité.

Pénurie d’oxygène dans les hôpitaux

«Les citoyens doivent comprendre que c’est le ministre de la Santé qui refuse le dialogue. Les citoyens doivent savoir que la commission ad hoc qui regroupe la tutelle et notre syndicat ne s’est pas réunie depuis quatre mois, et que nous n’avons pas tenu de réunion avec le ministre et le SG depuis quatre mois également. Qui refuse la concertation dans ce cas ?

Qui prend en otages les malades ? Qui les oblige à s’orienter vers les cliniques privées ?

Qui les envoie mourir chez eux ? Ce n’est certainement pas nous, et tout le monde est censé connaître le responsable, car il faut, entre autres, savoir que la pénurie de médicaments persiste toujours malgré les directives données par le Premier ministre Ahmed Ouyahia en octobre 2011. D’ailleurs, pas plus tard que hier, une crise de disponibi-

té d’oxygène a été signalée dans la majorité des hopitaux. Qui en est responsable ?», clame Mohamed Yousfi.

Pour rappel, le SNPSSP revendique, entre autres, l’amendement de son statut particulier, la révision de l’IRG appliqué sur leurs salaires jugé supérieur aux autres branches du secteur de la santé, la révision du régime indemnitaire et l’octroi d’un quota national de logements de fonction.

M. M.

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE FORMATION

La problématique des diplômes

Les établissements privés de formation n’ont pas le droit de délivrer des diplômes d’Etat. Ils sont seulement chargés d’y préparer les stagiaires.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le sous-directeur des établissements privés au ministère de l’Enseignement et de la

Formation professionnels, M. Abbad, a affirmé que les écoles privées de formation agréées sont seulement habilitées à délivrer des certificats de suivi de formation ou bien des attestations dans le cadre des formations qualifiantes. «Ces établissements sont chargés de préparer les stagiaires à passer leurs examens dans les centres de formation professionnelle publics pour l’obtention d’un diplôme d’Etat. Ils sont formellement interdits d’en délivrer», a-t-il précisé,

hier à Alger, lors d’une conférence sur le Salon international de la formation continue et des compétences. Selon lui, les établissements privés délivrant des diplômes font dans «l’escroquerie».

Excluant toute différence entre le public et le privé, il ajoutera : «Ces établissements privés ne sont pas des concurrents mais plutôt des partenaires.

D’ailleurs, ils bénéficient de l’accompagnement du ministère.» L’intervenant a souligné également le manque d’informations dont sont «victimes» les stagiaires. «Il faut se renseigner au niveau des directions de la formation profes-

sionnelle, présentes dans toutes les wilayas, si l’école en question est agréée ou pas. En s’engageant, le stagiaire doit également exiger un contrat avec l’établissement. C’est un document qui le protégera», explique-t-il encore. Pour sa part, Ahmed Yamani, consultant, a relevé le problème de la maîtrise de langues et de manque de communication chez les diplômés. «L’objectif primordial de la formation continue est de faciliter la communication chez les jeunes diplômés. Il faut améliorer la langue de communication chez eux et la perfectionner. C’est un outil de communication», dira-t-il. Il préconise, ainsi, de se retour-

ner vers la «correction de la langue» avant d’opter pour une formation notamment pour rédiger le CV et réussir l’entretien d’embauche. Organisé par le ministère de l’Enseignement et de la Formation professionnels en partenariat avec l’agence de communication BMA Prod Com, le Salon international de la formation continue et des compétences se tiendra du 22 au 25 mars prochains à Riadh El Feth, à Alger.

Cette manifestation se veut «une contribution utile à la question de la formation professionnelle comme facteur fondamental des compétences et de la performance».

R. N.

BÉJAÏA

Les ex-rappelés du service national et les travailleurs du pré-emploi assiègent le siège de la Wilaya

La rue béjaouie a vibré, hier lundi, pour la deuxième journée consécutive au rythme de deux mouvements de protestation initiés par les anciens appelés du service national et les travailleurs du pré-emploi.

Les ex-rappelés du service national sont revenus à la charge dans la matinée en se rassemblant devant le siège de la Wilaya et à travers une marche dans les principales rues de la ville.

Plusieurs centaines d’anciens appelés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste durant la décennie noire (1995-1999) se sont, une nouvelle fois, mobilisés pour réclamer des solutions à leurs revendications.

Les protestataires se sont insurgés contre «le mépris» des pouvoirs publics qui persistent à faire la sourde oreille à leurs doléances. «Nous avons défendu au péril de notre vie la République durant la sanglante décennie. Aujourd’hui, nous

sommes marginalisés alors que les mêmes ennemis de l’Algérie que nous avons combattus sont accueillis avec de meilleurs égards», se sont indignés des ex-rappelés rencontrés sur les lieux.

Dans leur plateforme de revendications, les protestataires demandent leur intégration dans les dispositifs de loi portant charte pour la paix et réconciliation nationale, un logement et la réintégration de tous ceux qui ont perdu leur travail après leur démobilisation par l’ANP. Ils exigent aussi une prise en charge médicale et le droit à la retraite sur la base d’un calcul de cotisations à compter de juin 1995, avec un appoint de 12 points supplémentaires. Parallèlement à l’action de pro-

testation des ex-rappelés, plusieurs dizaines de travailleurs du pré-emploi, affiliés au Syndicat national autonome des personnels de l’administration publique (Snapap), ont tenu un sit-in devant le même siège de la Wilaya pour réclamer l’intégration sans condition de tous les travailleurs diplômés exerçant dans le cadre des contrats pré-emploi. Les protestataires exigent l’annulation de la politique du recrutement dans le cadre du pré-emploi et son remplacement par l’attribution d’une allocation-chômage à tout demandeur d’emploi. Dans sa déclaration, le comité du Snapap des travailleurs du pré-emploi demande par la même occasion la comptabilisation des années de travail dans le cadre du départ à la retraite ainsi que la suspension de tous les examens de recrutement jusqu’à l’intégration de l’ensemble des travailleurs diplômés exerçant dans le même cadre des contrats du pré-emploi et filet social. Ces tra-

vailleurs notent dans une déclaration que «cette situation désastreuse se résume à l’exploitation et à l’esclavage des jeunes bénéficiaires de contrats de pré-emploi et du filet social dans le domaine du travail contre une rémunération misérable ces derniers années (..) Elle montre l’échec de la politique de l’emploi des jeunes diplômés menée par le gouvernement, notamment pour les universitaires et les diplômés de différentes disciplines qui se retrouvent chômeurs après la fin du contrat».Par ailleurs, le collectif des travailleurs du pré-emploi de Béjaïa s’est violemment élevé contre les «tentatives d’intimidation exercées par certains maires, chefs de daïra et responsables de l’administration à l’encontre de leurs collègues qui se retrouveraient sous la menace de résiliation de leurs contrats de travail pour cause de participation aux mouvements de protestation».

A. Kersani

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES

Communiqué

Mohamed Kadri, reporter photographe au quotidien *Wakt El Djazaïr*, a fait l’objet, ce dimanche 18 mars 2012, d’une agression sauvage — il est difficile de trouver un autre qualificatif — perpétrée par des policiers zélés, alors qu’il assurait la couverture d’une manifestation publique organisée par des retraités de l’armée, au cœur d’Alger.Notre confrère a subi, en effet, une agression physique et s’est vu dessaisir de son matériel de travail par des agents indignes de l’uniforme qu’ils portent. Particulièrement scandalisé par ce grave dépassement, encore un autre, à l’encontre de la corporation journalistique, le Syndicat national des journalistes interpelle publiquement les plus hautes autorités du pays, le directeur général de la Sûreté nationale, le

ministre de l’Intérieur, en particulier, pour prononcer des sanctions exemplaires à l’encontre des agresseurs. Ceux de ce 18 mars déjà, mais pas seulement. Le Syndicat engage la responsabilité des pouvoirs publics dans la protection et la préservation de l’intégrité physique et morale des femmes et hommes de la presse dans l’accomplissement de leur travail.

Il va sans dire que le syndicat, qui assure Mohamed Kadri ainsi que l’ensemble de nos confrères d’*El Wakt* de son entière solidarité, se constitue spontanément partie civile dans cette affaire qui sera portée devant la justice.

P/le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni

EL TARF

Les forces antiémeutes de la gendarmerie procèdent à l’arrestation de plusieurs personnes

«Les forces antiémeutes ont précédé hier, vers 15h, à l’arrestation de 8 à 10 personnes dont une mineure dans la commune d’Aïn El Kerma, et ce, après avoir fermé toutes les issues y menant», ont affirmé des citoyens se trouvant dans ladite commune au moment des faits, joints par téléphone. Et d’ajouter que «les interpellations étaient ciblées et ont touché particulièrement les meneurs de la protestation de mercredi dernier au cours de laquelle deux gendarmes furent grièvement blessés».

Selon des sources fiables, l’intervention de la gendarmerie fait suite à un ordre de perquisi-

tion délivré par le wali et ce, après 12 jours d’émeutes et la fermeture de la RN82 à la circulation automobile ainsi que du siège de la commune.

Les protestataires revendiquent un quota d’aides à l’habitat rural, de l’emploi pour les diplômés, l’éviction du maire et l’ouverture d’une enquête sur la gestion de l’actuelle assemblée communale.

Cette solution par la force va certainement générer d’autres haines et d’autres conséquences incommensurables.

Daoud Allam